

2

INTERVIEW
DE SAMIA GHALI

3

SOMMET DES PROGRESSISTES
POUR LE CLIMAT

4

ÉLECTIONS
RÉGIONALES



LE REDRESSEMENT CONTINUE

Et il produit des résultats. La première baisse du chômage depuis 2007 n'est pas une coïncidence de calendrier. C'est le résultat d'efforts pénibles malgré les moqueries et les lazzi.

Le temps des réformes est toujours plus long que celui des élections. Rien ne nous est épargné. Même la presse dont la tâche est d'informer fait silence sur notre bilan et notre projet dans les régions. Elle a décidé d'écrire un autre récit. Elle rêve d'un, deux, trois 21 avril dans les régions, quitte à tordre les faits. Elle veut « essayer » le Front national, pour voir... Mais en politique, on ne joue pas avec les frissons. Il s'agit de changer la vie des gens en mieux. Qui peut croire que c'est l'extrême droite avec son projet et la droite avec son bilan des années 2002-2012 qui en sont capables ?

Contrairement à d'autres, les socialistes apprennent de leur histoire. « C'est le premier tour qui fait le deuxième tour. Et à vouloir faire le deuxième tour avant le premier, on peut perdre les deux, ça nous est déjà arrivé », a averti le premier secrétaire.

Quoi qu'il se passe au deuxième tour, les meilleures conditions seront d'avoir réussi un bon premier tour. Et cela passe par une campagne active et intensive dans laquelle chacun doit choisir son camp : celui des commentateurs ou celui des acteurs qui vont frapper à chaque porte, parler à chaque Français qu'ils rencontrent pour leur indiquer l'enjeu : préserver un bon bilan et le prolonger en soutenant un bon projet.

Ce que font la droite et l'extrême droite, dans leurs mairies est un avant goût du désastre à venir s'ils devaient l'emporter en décembre : la vie de la solidarité, plus de constructions de logements sociaux, le retour de la discrimination.

Il faut couper court au cynisme, au défaitisme ou à cette détestable fascination morbide pour le Front national : la gauche est le meilleur rempart contre le retour en arrière. Ce n'est qu'un début, continuons le combat.

« QUARTIERS : NE NOUS PAYONS PLUS DE MOTS, **AGISSONS** »



JOEL SAGET / AFP

Dix ans après les émeutes qui ont enflammé les banlieues en 2005, suite à la mort de Zied et Bouna à Clichy-sous-Bois, Samia Ghali, SN au logement, à la ville et aux quartiers populaires, revient sur l'évolution de la situation dans les zones sensibles.

La situation s'est-elle améliorée pour les habitants des quartiers populaires ?

La révolte qu'on ressentait en 2005 a changé de forme mais est toujours aussi palpable aujourd'hui. Je comprends les habitants de ces cités, ils ont patienté longtemps. Des familles sur plusieurs générations ont vu petit à petit la République s'éloigner d'eux : des services publics qui disparaissent, leur appartement de famille qui se délabre, des parents gagnés par les difficultés financières et le chômage, une jeunesse attirée par la rue et stigmatisée, même « Kâ rcherisée » par la droite.

La précipitation, le provisoire qui ont accompagné la construction de ces quartiers dans l'urgence

se sont installés durablement. La République n'a pas su apporter des réponses efficaces à ces Français silencieux, résignés.

C'est désormais la jeune génération qui exprime cette souffrance, ces années d'attente et de non-dit.

“
SI NOUS NE DONNONS COMME PERSPECTIVE AUX QUARTIERS POPULAIRES DE N'HÉBERGER QUE DE LA MISÈRE, NOUS NE RÉUSSIRONS PAS LA MUTATION SOUHAITÉE.
”

Bien sûr, des outils d'action et de transformation, comme l'agence de rénovation urbaine, ont été créés et accompagnés par les ministres successifs de la politique de la ville et surtout par les maires de ces villes à qui je veux rendre hommage.

Les villes se transforment principalement sur le volet urbain, du bâti mais les réponses que nous devons apporter sont humaines : école, santé, emploi, transports, services. Ce sont les véritables enjeux de la mutation des quartiers populaires.

Le gouvernement a pris des mesures et a réformé la politique de la ville. Quelles sont les actions à mener immédiatement ?

La réforme de la politique de la ville démarrée par François Lamy - et mise en œuvre par Myriam El Khomri et Patrick Kanner - a permis de rendre l'action publique plus efficace en créant un contrat de ville unique.

Pour autant, il faut être lucide, les objectifs à atteindre ne sont pas simplement urbains, il faut s'engager sur le développement social et économique des quartiers populaires. Les habitants, les mères de famille demandent une chose :

un avenir pour leurs enfants. Si nous ne donnons comme perspectives aux quartiers populaires de n'héberger que de la misère, nous ne réussirons pas la mutation souhaitée.

Toute notre énergie doit être déployée pour répondre à cela.

J'ai plusieurs actions immédiates qui me viennent à l'esprit : lutter contre le décrochage scolaire en adaptant les formations aux attentes des jeunes et en répondant aux besoins des territoires, améliorer l'accès aux soins. Je me bats avec Marisol Touraine pour faire revenir des médecins dans les quartiers.

Je pense aussi aux transports. Il faut désenclaver les derniers territoires. Ce n'est pas normal par exemple que Clichy sous Bois n'ait pas encore son tramway. Et qu'à Marseille les lignes nouvelles de transports s'arrêtent en lisière des quartiers populaires ! Je crois enfin - et surtout - à la nécessité de développer des mesures fortes pour aider les jeunes à s'insérer professionnellement que ce soit par la création de réseaux d'entreprises solidaires ou encore en développant l'auto-entrepreneuriat dans les quartiers de la politique de la ville.

Nos jeunes ne manquent pas d'idées, aidons-les à les faire émerger.

S'il y avait un message à adresser aux habitants des quartiers populaires, quel serait-il ?

2015 n'est pas une date anniversaire, elle est une date repère dans l'histoire des quartiers populaires ! Profitons-en pour porter un cri d'espoir, celui du choc d'égalité.

Les quartiers ne demandent pas l'aumône à la République, ils demandent à être respectés pour ce qu'ils sont, des territoires français à part entière.

LES PROGRESSISTES S'ENGAGENT POUR LA COP 21



Dans son discours d'ouverture du sommet des progressistes pour le climat, qui s'est tenu mercredi 21 octobre à Paris, Jean-Christophe Cambadélis l'a rappelé, l'échec de la Cop 21 est « impossible ». Et pour atteindre un accord, « il est essentiel que les progressistes se réunissent pour faire entendre leur voix ».

« Paris ne peut être un rendez-vous manqué comme l'a été Copenhague (car) ce sont les générations futures qui payeront le prix de notre aveuglement ».

Pour arriver à maintenir la hausse moyenne des températures en dessous de 2°C, il faut réduire de 70 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. « Les changements climatiques, nous les avons provoqués, mais nous ne

savons pas les contrôler », a relevé le Premier secrétaire, pour qui il faut désormais « une transition de notre modèle de développement, de production et de consommation ». C'est pour cette raison que « la social-écologie est la nouvelle étape de développement de la pensée progressiste », comme l'a été en son temps la social-démocratie qui a créé l'Etat-providence. Son instauration est un combat majeur des progressistes, qui « doivent se battre pour la planète ».

CHANGER DE MODÈLE

A quelques semaines du rendez-vous, « le poids de nos responsabilités est immense, a abondé Manuel Valls. Si nous ne faisons rien, l'existence humaine est en

grand péril. (...) Nous avons un monde à réinventer pour pouvoir le sauver. » Sans des mesures fortes, la hausse des températures pourrait atteindre 4 ou 5 degrés, ce qui entraînerait des catastrophes climatiques, « des guerres pour l'accès à l'eau », a averti le Premier ministre. Les conséquences du changement climatique touchent en priorité les populations les plus faibles. Pour rétablir une certaine égalité la mobilisation de la France et de l'Europe est indispensable. « L'enjeu est d'atteindre un accord ambitieux, donc contraignant, mais aussi d'arriver au financement de 100 milliards de dollars par an, afin d'aider les pays en développement », a insisté Manuel Valls.

Gianni Pittella, président de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen, a confirmé que l'investissement devait être important, et a souligné l'importance du suivi de l'accord, pour s'assurer que les pays mettent en place les mesures adéquates.

Sergei Stanishev, président du PSE a résumé l'enjeu : « Nos enfants pourront-ils respirer un air pur, ne pas être inondés constamment ? ». Il a souligné l'importance des 21 propositions, qui prouvent que « les sociaux-démocrates européens sont ensemble pour atteindre un accord ambitieux à la conférence de Paris ».

DÉCLARATION DE PARIS DES LEADERS PROGRESSISTES POUR LA COP21

Les leaders du PSE l'ont adoptée à Paris le 21 octobre. La déclaration, qui contient 21 propositions pour la Cop21 s'articule autour de cinq grands thèmes qui seront portés par les progressistes. D'abord, ils demandent un accord « contraignant, universel et dynamique » afin de garantir « des moyens d'existences durables » à toute la population. Ensuite, ils souhaitent que l'Union européenne soit « un leader international sur le climat par l'exemple ». Ils s'engagent pour « la promotion d'un investissement global en faveur d'économies résilientes à faible intensité de carbone ». Les progressistes insistent sur la coopération Nord-Sud et œuvrent à « une solidarité mondiale pour protéger les populations des risques climatiques ». Enfin ils demandent un « engagement des partenaires de l'action climatique au-delà des seuls gouvernements », afin que « toutes les parties prenantes jouent pleinement leur rôle dans la lutte contre les changements climatiques ».

« Notre lutte commune contre les changements climatiques va de pair avec notre combat continu contre les injustices sociales en Europe et dans le monde, expliquent les progressistes. Nous nous engageons à nous attaquer à la fois à la crise environnementale et aux inégalités sociales, en organisant une transition juste vers un nouveau modèle économique durable et décarboné. »

L'intégralité de la déclaration de Paris est sur le site social-ecologie.parti-socialiste.fr



ÉLECTIONS RÉGIONALES



6 ET 13 DÉCEMBRE 2015

